

**SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS
PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP) ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES
SERVICES DU SECTEUR PUBLIC (CPSSP)
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS
POUR LE MOIS DE
SEPTEMBRE 2017**

Sous-comité de la protection des renseignements personnels – Aperçu

Le sous-comité de la protection des renseignements personnels du CDPISP et du CPSSP a été mis sur pied dans les années 90. À l'origine un sous-comité du Conseil des dirigeants principaux de l'information (DPI) du secteur public, pendant ses dernières années, il a relevé conjointement du Conseil des DPI du secteur public et du Conseil de la prestation des services du secteur public.

La liste des membres comprend idéalement des représentants de tous les ordres de gouvernement, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les administrations municipales. Les membres du sous-comité proviennent généralement d'organes gouvernementaux qui fournissent un accès central et des services en matière de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement, y compris plusieurs ministères fédéraux principaux.

Mandat

Le mandat, décrit dans le mandat, comprend trois volets :

- Fournir un forum national pour échanger des renseignements liés aux recherches sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux pratiques exemplaires, à la formation, aux produits de TI ainsi qu'à d'autres ressources connexes à l'appui des programmes et des objectifs du secteur public.
- Appuyer la mission du CDPISP : « Permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration à l'échelle des gouvernements et au leadership évident dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie ».
- Appuyer le mandat du CPSSP visant à « communiquer l'information, établir des partenariats et favoriser l'adoption de solutions visant à améliorer la prestation des services dans le secteur public » en assurant un rôle de leadership et de coordination pour ce qui est des questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

Réunions, téléconférences et autres communications

Le mandat du sous-comité précise qu'au moins une réunion officielle sera tenue chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions seront tenues en concomitance avec des conférences sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables organisés un peu partout au pays.

Le groupe a tenu une réunion très productive à Toronto en octobre 2016. Cette réunion a vu beaucoup de participants avec de la représentation de presque chaque compétence en personne et par téléconférence. Voici certains des sujets abordés : les mégadonnées et la protection des renseignements personnels, les lois en matière d'accès à l'information et la révision connexe, et les programmes de protection des renseignements personnels et de vérification de la conformité. Il y avait des présentations en personne du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario actuel, l'ancienne commissaire et des représentants du gouvernement de l'Ontario et la ville de Toronto.

La prochaine réunion aura lieu en octobre 2017 à Ottawa et sera organisé par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT). Nous avons invité la commissaire à l'information du Canada et le commissaire de la vie privée du Canada de venir parler au groupe. Les sujets à l'ordre du jour comprennent des programmes d'accès centralisés, la formation sur la vie privée et les mégadonnées.

Toutefois, l'un des défis associés à la pleine participation aux réunions est le coût des déplacements. Un certain nombre de participants participaient aux réunions par téléphone, mais il y a un véritable avantage à participer en personne, dont de meilleures possibilités de réseautage. Nous attendons, par contre, une bonne participation pour la réunion à Ottawa.

Le sous-comité complète la réunion en personne avec des téléconférences régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du sous-comité tiendront des conférences téléphoniques au besoin pour la conduite de leurs affaires.

De plus, les membres utilisent régulièrement des courriels pour poser des questions aux autres membres, pour apprendre de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités menées au sein de leurs compétences.

Au cours des six derniers mois, nous avons tenu un dialogue actif continu sur des enjeux tels que le protocole en cas d'atteinte à la vie privée et l'établissement de rapports, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures de frais et les demandes courantes d'accès à l'information.

Plan de travail – mise à jour jusqu'en janvier 2017

Aux dernières deux réunions tenues à Halifax en 2015 et à Toronto en 2016, le groupe a désigné un nouveau plan de travail. Les travaux progressent, mais ne sont pas terminés. Le plan porte sur les domaines suivants :

1. Déterminer les mesures communes (par exemple, frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports. Après avoir élaboré un ensemble de mesures uniformes, ces renseignements sont facilement accessibles pour toutes les compétences afin de les aider en ce qui a trait à la planification de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
 - a. Mise à jour sur l'état – le groupe a déterminé un certain nombre de mesures communes relatives à la protection des renseignements personnels et à l'accès entre les compétences. Certaines de ces mesures comprennent un pourcentage à l'heure pour les demandes d'accès, le nombre de demandes d'accès, le nombre d'atteintes à la vie privée déclarées et le coût pour achever une demande d'accès. Certaines statistiques, comme le nombre de demandes reçues par habitant, le nombre de jours de traitement pour chaque compétence et les types de réponses aux demandes d'accès, ont maintenant été compilées. Plus de discussions à ce sujet auront lieu à la réunion à Ottawa.
2. Élaborer une bibliothèque de documents partagés. Cela pourrait prendre la forme d'un portail SharePoint ou d'un site semblable auquel tous les membres du sous-comité auraient accès. Les membres consacrent actuellement beaucoup de temps à solliciter le groupe pour des enjeux semblables ou des doublons parce qu'il n'y a aucune bibliothèque de documents partagés. Cela est essentiel une fois que des mesures communes ont été déterminées (tel qu'il est indiqué ci-dessus) afin de simplifier l'échange de renseignements.
 - a. Mise à jour sur l'état – le groupe a eu de la difficulté de trouver une méthode fiable et sécuritaire pour le stockage, l'échange et la mise à jour des documents. Le groupe espère tirer profit du nouveau répertoire lancé par les conseils mixtes, mais d'autres travaux s'imposent afin d'étudier cette option.
3. Examiner le mandat du sous-comité. Puisque l'on discutera du rôle du sous-comité à la réunion des conseils mixtes du 17 septembre 2015, nous proposons de mettre à jour le mandat après cette discussion. Une proposition a également été formulée à la réunion d'Halifax afin de changer le nom du groupe à « sous-comité de l'accès et de la protection des renseignements personnels », étant donné qu'au moins 50 % des discussions sont centrées sur les enjeux liés à l'accès.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

- a. Mise à jour sur l'état — ce point est terminé.
4. Harmoniser plus étroitement le travail du sous-comité avec les initiatives des conseils mixtes. Le point à l'ordre du jour de la réunion des conseils mixtes de septembre arrive au bon moment, puisque l'on a longuement discuté de la façon d'harmoniser notre travail avec celui des conseils à la réunion d'Halifax. Sandra Cascadden (Nouvelle-Écosse) a parlé au sous-comité et a abordé la relation entre notre groupe et les DPI respectifs de chaque province.
 - a. Mise à jour sur l'état – le président a participé au groupe de travail sur le Cadre des conseils mixtes. En retour, le groupe aura l'occasion de recentrer son attention et de s'harmoniser avec la vision et l'appel à l'action des conseils mixtes. Ce groupe travaillera en suivant les principes présentés par le groupe de travail sur le cadre afin d'examiner le travail du sous-comité au cours des six prochains mois. Nous attendons actuellement plus de renseignements sur cette question à partir des groupes de travail et avons activement participé à des discussions avec Systemscope.
5. Déterminer le calendrier des réunions en personne pouvant concorder avec le calendrier de la plupart des membres et tirer profit de la relation avec les conseils mixtes.
 - a. Mise à jour sur l'état – la prochaine réunion aura lieu à Ottawa en octobre 2017.

Mandat de surveillance, échange de renseignements, réunions en personne

Puisque le sous-comité de la protection des renseignements personnels joue également un rôle de conseiller et de communauté d'experts, il consacre beaucoup de temps à s'informer de toute nouvelle disposition législative, politique, atteinte à la vie privée et question, telle que l'émergence d'initiatives de gouvernement ouvert et leurs répercussions sur le gouvernement. Il fait également part de pratiques exemplaires dans le domaine du renouvellement communautaire, en plus de la sensibilisation, de la formation et des communications.

Prochaine réunion

La prochaine réunion en personne aura lieu à Ottawa pendant l'été ou l'automne de 2017. Les téléconférences mensuelles continuent d'avoir lieu le deuxième mardi de chaque mois.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	DATE PRÉVUE	PRIORITÉ	COÛTS
Déterminer les mesures communes (par exemple, frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgations électroniques) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports.	Travailler en groupe à l'élaboration de mesures d'établissement de rapports communes dans l'ensemble des compétences. Échanger des renseignements et des mises à jour régulièrement.	Automne 2016 et se poursuit	H	Néant
Élaborer une bibliothèque de documents partagés.	Travailler au sein du groupe à la détermination de la meilleure façon de stocker et d'échanger les renseignements souvent utilisés.	Printemps 2017	H	Néant
Harmoniser plus étroitement le travail du sous-comité avec les initiatives des conseils mixtes.	Examiner et surveiller le plan de travail afin de s'assurer que le groupe contribue aux objectifs des conseils mixtes.	Printemps 2017	M	Néant
Fournir un mandat de surveillance.	Surveiller les enjeux et les activités afin de préparer les comptes rendus des compétences, au besoin, ou d'élaborer une stratégie commune. Par exemple : Gouvernement ouvert Développement communautaire Décisions des commissaires à l'information et à la protection de la vie privée et des tribunaux.	Se poursuit	M	Néant

ii) Possibilités à venir – à plus long terme, non actif à l'heure actuelle

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	CIBLE	PRIORITÉ	COÛTS
Divulgaration proactive	Songer à formuler des conseils pour les compétences adoptant des mesures favorisant la divulgation proactive des documents.	À déterminer		À déterminer
Enquêtes sur la protection des renseignements personnels	Songer à élaborer un module de formulation pour mener des enquêtes sur la protection des renseignements personnels.	À déterminer		À déterminer
Cadre de gestion de la protection des renseignements personnels	Songer à élaborer un modèle d'éléments normalisés liés au cadre de gestion de la protection des renseignements personnels pour le secteur public.	À déterminer		À déterminer

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

Informatique en nuage	Songer à en discuter avec le Sous-comité national du DPI sur la protection de l'information (SCNDPI).	À déterminer		À déterminer
Prestation de services intégrés	Étudier les enjeux et les solutions en matière de protection des renseignements personnels liés à l'amélioration de la prestation de services intégrés partout au Canada.	À déterminer		À déterminer
Outil Web de conformité d'auto-évaluation de la protection des renseignements personnels 1) Pour les gouvernements 2) Pour les entrepreneurs du secteur privé	Permettre aux gestionnaires du secteur public d'évaluer les propositions et les systèmes de manière automatisée. S'adapter à la conformité du secteur privé relativement à la protection des renseignements personnels. Élaborer un outil maître générique avec des extensions.	À déterminer		À déterminer
Songer à utiliser des outils de formation en ligne fondés sur l'outil pancanadien d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP).	Fournir une formation uniforme sur l'utilisation de l'outil pancanadien d'ÉFVP.	À déterminer		À déterminer

iii) Terminé

PROJET OU ACTIVITÉ	PRODUIT LIVRABLE	PROJETS TERMINÉS	PRIORITÉ	COÛTS
Examiner le mandat du sous-comité.	Examiner et mettre à jour le mandat du sous-comité.	Automne 2015 — terminé	M	Néant
Lignes directrices sur la protection des renseignements personnels sur les médias sociaux	Établir un groupe de travail afin d'étudier les outils en place en Colombie-Britannique et dans les autres compétences. Apporter des modifications et formuler des recommandations pour les autres, le cas échéant.	Terminé en 2013	É	Néant
Renouvellement du plan de travail	Élaborer un nouveau plan de travail pour les projets à priorité élevée soulignés à la réunion de juin 2014. D'autres discussions auront lieu à la réunion de mai 2015.	Printemps 2015	É	Néant
Compétences de base pour les fonctions d'accès et de protection des renseignements personnels	L'Ontario a élaboré des compétences de base afin de répondre aux besoins du sous-comité. L'objectif était d'élaborer un modèle pouvant être utilisé par les autres compétences.	Terminé en 2013	É	Néant

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

Élaborer des lignes directrices sur l'accord de partage de renseignements (APR) entre gouvernements au moyen d'un flux de données transnational qui serviront de modèle pour toutes les compétences.	En 2006, le CDPISP a approuvé les lignes directrices sur les pratiques exemplaires relatives à l'APR entre gouvernements (au sein du Canada). Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) a étendu la portée de ces lignes directrices à l'application des flux de données internationaux et transnationaux. Le document final a été approuvé et publié sur le site Web du SCT en septembre 2010.	Terminé en septembre 2010	M	Néant
Participer aux activités du Comité directeur de la gestion de l'identité Groupe de travail sur les questions juridiques et les enjeux liés à la protection des renseignements personnels et à la sécurité	Fournir des conseils sur la protection des renseignements personnels et un examen à titre de membre du groupe de travail. Élaborer une ÉFVP de haut niveau pour le modèle d'assurance.	Terminé au printemps 2009	M	Néant
Évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance du comité directeur de la gestion de l'identité.	L'évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance du comité directeur de la gestion de l'identité fait appel au guide sur les pratiques exemplaires pancanadiennes liées à l'ÉFVP approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008.	Terminé en mai 2009 Le sous-comité de la protection des renseignements personnels a fourni des membres et des conseils au groupe de travail sur les questions juridiques et les enjeux liés à la protection des renseignements personnels et à la sécurité afin qu'il termine une évaluation des répercussions sur la protection des renseignements personnels de haut niveau du modèle d'assurance.	M	Néant
Réunion conjointe avec le SCNDPI	Le sous-comité de la protection des renseignements personnels et le SCNDPI tiendront une réunion conjointe au printemps 2009.	Réunion conjointe couronnée de succès tenue à St. John's le 20 mai 2009.	É	Néant
Guide sur la vérification de la protection des renseignements personnels	Lignes directrices sur la réalisation des évaluations de la protection des renseignements personnels, y compris le mandat, les objectifs de mobilisation, la méthodologie et les modèles d'établissement de rapports, entre autres.	Rapport final approuvé par les conseils mixtes en février 2009. Les membres du sous-comité de la protection des renseignements personnels le présenteront et l'utiliseront au sein des compétences, au besoin.	É	50 k\$
Créer un nouveau modèle pancanadien d'ÉFVP.	Élaborer un nouveau modèle d'ÉFVP échelonnable avec des documents d'orientation.	Guide de l'ÉFVP approuvé par les conseils mixtes en septembre 2008. Le guide de l'ÉFVP est actuellement utilisé ou adapté dans plusieurs compétences.	H	Néant

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU

SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

Élaborer et adopter un guide sur le protocole en cas d'atteinte à la vie privée.	L'Ontario a élaboré des lignes directrices et en a fait part à tous les membres du sous-comité aux fins d'adaptation et de référence dans les autres compétences.	Printemps 2007		Néant
Élaborer un cours en ligne afin d'offrir une formation sur l'accès et la protection des renseignements personnels dans le secteur public.	La Saskatchewan a élaboré un cours de formation en ligne sur l'accès et la protection des renseignements personnels. Plusieurs compétences ont adapté le cours en vue de l'utiliser au sein de leur propre compétence.	Printemps 2007		Néant
Adopter les pratiques exemplaires liées à l'accord de partage de renseignements entre gouvernements.	Document d'orientation final approuvé par le CDPISP. Lancé sur le site Web de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction Les compétences y font référence et l'utilisent afin d'élaborer et de modifier leurs propres lignes directrices.	Automne 2006 Novembre 2006		Néant
Déterminer les options de pratique exemplaire pour la formation sur l'accès et la protection des renseignements personnels.	Séance d'une demi-journée tenue à la réunion de l'automne 2007 du sous-comité consacrée aux présentations et aux discussions sur les matériaux de formation dans toutes les compétences.	Octobre 2007		